



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 17/03/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Partie nominative

EURL LHOSTE MARC

Rue Clauzel
43700 Blavozy

Affaire suivie par : MALTESE-SURGET Léa
Téléphone : 04 71 06 62 36
Courriel : lea.surget@developpement-durable.gouv.fr
Références : UiD4243-MEA-023-0074
Code AIOT : 0005600832 et 0005600827

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 07/03/2023 de l'établissement EURL LHOSTE MARC implanté 3 RUE DU CLAUZEL 43700 Blavozy. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- MALTESE-SURGET Léa, Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire, MEA, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- LHOSTE Marc, EURL LHOSTE Marc , exploitant

Le courriel d'échange avec l'administration est sofya42443@gmail.com.

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'inspecteur de l'environnement MALTESE-SURGET Léa	Le chef délégué de l'Ud Loire-Haute-Loire Guillaume PERRIN

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 07/03/2023 de l'établissement EURL LHOSTE MARC implanté 3 RUE DU CLAUZEL 43700 Blavozy, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 07/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EURL LHOSTE MARC

Rue Clauzel
43700 Blavozy

Références : UiD4243-MEA-023-0074
Code AIOT : 0005600832 et 0005600827

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement EURL LHOSTE MARC implanté 3 RUE DU CLAUZEL 43700 Blavozy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du Plan de Contrôle de la DREAL 2023. La dernière visite avait eu lieu le 25/01/2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURL LHOSTE MARC
- 3 RUE DU CLAUZEL 43700 Blavozy
- Code AIOT : 0005600832 et 0005600827
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise EURL Marc Lhoste extrait de la pierre de taille et exerce aussi une activité de gravure et taille de pierre.

Il y a un site historique (identifié site 1) et un site acheté à 2011 à Monsieur Michel identifié site 2. L'exploitant travaille seul sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à la précédente inspection
- Situation administrative
- Risques technologiques
- Environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000, arrêté complémentaire du 6/07/2011, arrêté préfectoral du 3/03/99 et 30/05/2022,	/	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99 article 3,	/	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99, article 5 et 6.2	/	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99, article 13	/	Sans objet
5	Risque accidentel	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et du 3/03/99 , article 13, 14 et 15	/	Sans objet
6	Eaux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99, article 9 et 8	/	Sans objet
7	Poussières et bruit	Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et du 3/03/99, article 9, 10 et 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité est faible, le travail artisanal, le site isolé en forêt cependant à proximité du village de Blavozy.

L'exploitant est tenu de garantir la sécurisation de l'ensemble du périmètre de la carrière et de signifier le danger par des pancartes. Il rendra compte à l'inspection de la mise en place de ces mesures sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99 article 2, Puis 30/05/22 article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site
Prescription contrôlée : Art 1 L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique ICPE. 2510-1. CARRIERE : 200t/an max. ART 1 Les garanties financières doivent être à jour. Art 2 Vérification de la modification ou non du parcellaire.
Constats : Art 1.L'exploitant respecte le maximum d'extraction prévu par son autorisation. Les garanties financières sont à jour. Art2. Il n'a pas acquis de nouveau foncier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99 article 3,
Thème(s) : Risques chroniques, Identification et sécurisation du site
Prescription contrôlée : 3.1 AFFICHAGE. L'exploitant est tenu de mettre en place un panneau indiquant en caractères apparents son identité, les références de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté ; 3.3 CLOTURE. Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace. Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger est signifié par des pancartes. 3.5 ACCES. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique .
Constats : Art 3.1. Un panneau d'affichage est en place à l'entrée du chemin d'accès. Art 3.3 La carrière est fermée par de la clôture au niveau du chemin d'accès. La partie sommitale de la carrière n'a pas été contrôlée. Une clôture sépare cette carrière et celle de M. Badiou. Aucune pancarte de danger n'a été observée. Art 3.5. L'accès ne présente pas de risque pour la sécurité publique. Le chemin d'accès passe d'abord devant le site 2 avant de rejoindre, 150 m plus loin, le site 1.
Type de suites proposées : L'exploitant est tenu de garantir la sécurisation de l'ensemble du périmètre de la carrière et de signifier le danger par des pancartes. Il rendra compte à l'inspection de la mise en place de ces mesures sous 3 mois.
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99, article 5 et 6.2
Thème(s) : Autre, Phasage et remise en état de la carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.2 DEBOISEMENT – DEFRICHAGE : Aucun défrichement supplémentaire, par rapport à l'existant, ne sera réalisé. En particulier, les îlots boisés en situés en bordure de l'exploitation seront conservés.</p> <p>5.3 DECAPAGE – DECOUVERTE ; Le décapage des terrains est réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. Les opérations de décapage et de découverte sont réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles.</p> <p>5.4 EXTRACTION. Pas de côte minimale sur l'arrêté, hauteur maximale de front 10m. Le sous-cavage est interdit. L'extraction progressera dans le sens sud-nord.</p> <p>7.2 Une bande de 10m doit être maintenue.</p> <p>21. PLANS. L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Art 4.2. Il n'y a pas eu de déboisement ou défrichement.</p> <p>Art 4.3. Le site est déjà décapé.</p> <p>Art 4.4 Sur le site 1, l'extraction a lieu sur deux fronts de taille de 4/5 m de haut.</p> <p>Sur le site 2, on retrouve un front d'une dizaine de mètres de long sur 3/4 m de haut.</p> <p>Dans les deux cas, des blocs complets sont extraits. Le dernier tir a eu lieu en 2018. L'activité est faible et artisanale.</p> <p>Art 7.2. La bande des 10 m est respectée, l'extraction a lieu loin des limites.</p> <p>Art 20 de l'AP de 2020 et 21 de l'AP de 1999 Aucun plan à jour n'a pu être présenté, cependant, l'extraction est très faible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99, article 13
Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 13 de l'AP de 2020 et 12 de l'AP de 1999: un tri des déchets est effectué, un registre de suivi des déchets doit être mis en place.</p>
Constats : il n'y a pas de déchets sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risque accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et du 3/03/99 , article 13, 14 et 15
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque accidentel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 14.2 de l'AP de 2020 et 13.2 de l'AP de 1999 CONNAISSANCE DES PRODUITS – ETIQUETAGE : les fiches données de sécurité doivent être affichées. Il est tenu un registre d'inventaire d'état des stocks à jour. 14.4 de l'AP de 2020 et 13.4 de l'AP de 1999 INCENDIE : contrôle des dispositifs incendie chaque année. 15 de l'AP de 2020 et 14 de l'AP de 1999 ELECTRICITE : contrôle des installations électriques chaque année.
Constats : 14.2. Il n'y a pas de produits chimiques sur site. Il y a une cuve à fioul vide dans un local fermé sur le site 1, cependant, du fait du vandalisme, elle n'est plus utilisée. 14.4 et 15 Il n'y a pas d'installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et 3/03/99, article 9 et 8
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 9 de l'AP de 2000 et 8 de l'AP de 1999. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES. Lors du ravitaillement et de l'entretien des engins mobiles, toutes les précautions sont prises pour ne pas provoquer e pollution des eaux ou des sols. Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. La capacité de rétention doit être étanche aux produits à confiner et doit résister à l'action physique des fluides.
Constats : Un seul engin est présent sur le site 1, il est ravitaillé à l'aide de bidon lorsque l'exploitant l'utilise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Poussières et bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2000 et du 3/03/99, article 9, 10 et 11
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières et du bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 10 de l'AP de 2000 et 9 de l'AP de 1999. POUSSIÈRES L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'aux installations de traitement des matériaux. Art 11 de l'AP de 2000 et 10 de l'AP de 1999 BRUIT Les émissions de bruit doivent respecter les maximums prévus par la réglementation. L'arrêté préfectoral ne prévoit pas de fréquence d'analyse.
Constats : ART 10. Il y a peu d'activité sur site donc peu de poussières. Aucune mesure particulière n'est mise en place. ART 11. Le constat est le même que pour les poussières. A noter la proximité avec la carrière Badiou, plus proche des riverains et dont l'activité est plus importante. De ce fait, les nuisances pouvant potentiellement être confondues avec les activités de la carrière Badiou.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE

